

Bureau métropolitain du 16 janvier 2025**Décision**

PISU/DEI

Rapporteur : M. Thébault P.

B 2025-014 - Voirie et infrastructures - Communes de Rennes, Saint-Grégoire, Cesson-Sévigné et Vezin-le-Coquet - Aménagement des lignes de Trambus T1 et T2 - Engagement d'une procédure de Déclaration de projet au titre du Code de l'Environnement

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉCISIONS

La séance est ouverte à 18h04.

Présents : Mme Appéré N. Présidente, Mme Andro R., M. Sémeril S., Mme Ducamin M., M. Dehaese O., Mme Pellerin I., M. Puil H., M. Hervé P., Mme Vincent S., M. Hamon L., M. Thébault P., M. Salmon P., Mme Schoumacker E., M. Huaumé Y., M. Pollet M., M. Hervé M., M. Nadesan Y., M. Guéret S., M. Du Mottay E., M. Prigent A., M. Le Bihan T., M. Savignac J., M. Bonnin P., M. Rouault J., M. Lefeuvre G., Mme Parmentier M., M. Yvanoff D..

Ont donné procuration : Mme Besserve L. à M. Dehaese O., M. Theurier M. à M. Thébault P., Mme Zamord P. à M. Hamon L., Mme Rousset E. à Mme Pellerin I., M. Legagneur J. à M. Pollet M., M. Goater J. à M. Salmon P., M. Labbé S. à M. Savignac J..

Absents/Excusés : M. Crocq A., M. Depouez H..

Le quorum s'élève à 19 et est atteint.

M. Dehaese O. est nommé secrétaire de séance.

Le Bureau constate que les dispositions législatives concernant la convocation en date du 10 janvier 2025 et la note explicative de synthèse sur les affaires soumises à décision ont bien été remplies et le procès-verbal de la séance du 5 décembre 2024 est lu et arrêté.

La séance est levée à 18h44.

Vu le Code de l'Environnement et notamment ses articles L.121-16, L.122-1, L.126-1, L.123-1 et R.122-3-1 ;

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment son article L.103-2 ;

Vu l'arrêté du Préfet de la région Bretagne en date du 19 mars 2024, portant soumission des projets d'aménagement des lignes de Trambus T1 et T2 au processus d'évaluation environnementale ;

Vu la délibération n° C 23.105 du 28 septembre 2023 relative à l'aménagement de la ligne de Trambus T1 et approuvant le programme et l'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération ;

Vu la délibération n° C 23.106 du 28 septembre 2023 relative à l'aménagement de la ligne de Trambus T2 et approuvant le programme et l'enveloppe financière prévisionnelle de

l'opération ;

Vu la délibération n° C 2024-017 du 1^{er} février 2024, portant délégation de pouvoirs au Bureau ;

Vu la décision n° B 2024-049 du 22 février 2024 portant approbation, d'une part, de la déclaration d'intention des projets d'aménagement des lignes de Trambus T1 et T2 et, d'autre part, des objectifs et modalités d'une concertation préalable organisée volontairement au titre du code de l'environnement ;

Vu la décision n° B 2024-050 du 22 février 2024 portant approbation des objectifs et modalités d'une concertation préalable obligatoire au titre de l'article L.103-2 du code de l'urbanisme relative aux projets d'aménagement des lignes de Trambus T1 et T2 ;

Vu la décision n° B 2024-375 du 17 octobre 2024 portant approbation du bilan de la concertation préalable organisée au titre du code de l'environnement.

EXPOSÉ

Objet :

Dans le cadre des opérations d'aménagement des espaces publics permettant la mise en service des lignes de Trambus T1 et T2, il est proposé d'engager une procédure de Déclaration de Projet au titre de l'article L.126-1 du Code de l'Environnement.

Contexte :

À la suite d'études d'opportunité puis de faisabilité menées entre janvier 2019 et juillet 2022, le Conseil métropolitain a validé, le 28 septembre 2023, les deux premiers programmes d'opérations et les enveloppes prévisionnelles des deux projets d'aménagement des lignes de Trambus T1 et T2. Leur mise en service est prévue à échéance 2029 pour la première, et 2027 pour la seconde.

Suite à une demande d'examen au cas par cas déposée en application de l'article R.122-3-1 du Code de l'Environnement, le Préfet de la région Bretagne a, par un arrêté du 19 mars 2024, soumis ces deux projets à évaluation environnementale. Ce processus, prévu à l'article L.122-1 du Code de l'Environnement, vise à intégrer les préoccupations d'environnement et de santé dans l'élaboration de certains projets et ce, dès la phase amont de réflexion. L'étude d'impact élaborée dans ce cadre doit rendre compte de leurs effets potentiels ou avérés sur l'environnement et la santé, d'analyser et de justifier les choix retenus par leur maître d'ouvrage au regard des enjeux identifiés et de prévenir ces effets conformément à la séquence "éviter, réduire, compenser" (ERC).

Dans le cadre de ce processus d'évaluation environnementale, une déclaration d'intention a été approuvée par la décision susvisée du Bureau du 22 février 2024 et publiée pendant deux mois sur les sites internet de la Préfecture d'Ille-et-Vilaine et de Rennes Métropole.

En l'absence d'exercice du droit d'initiative pendant ce délai, une concertation préalable a volontairement été organisée par Rennes Métropole au titre de l'article L.121-16 du Code de l'Environnement. Son bilan a été approuvé en Bureau métropolitain du 17 octobre 2024.

Parallèlement, les projets d'aménagement des lignes de Trambus T1 et T2 demeurent soumis à la procédure de concertation obligatoire prévue à l'article L.103-2 du Code de l'Urbanisme. Le bilan de cette procédure sera dressé préalablement à l'ouverture de l'enquête publique environnementale relative à ces projets.

Objectifs et enjeux :

En application des articles L.123-1 et L.126-1 du Code de l'Environnement, tout projet public

de travaux, d'aménagement ou d'ouvrages soumis à évaluation environnementale doit être soumis à enquête publique environnementale, puis à déclaration de projet. La délibération de déclaration de projet, par laquelle le Conseil métropolitain se prononcera sur l'intérêt général des projets d'aménagement des lignes de Trambus T1 et T2 à l'issue de l'enquête publique, constituera la première autorisation de réalisation de ces projets, au sens de l'article L.122-1 du Code de l'Environnement.

La présente décision vise à engager cette procédure de déclaration de projet.

À cette fin, Rennes Métropole constituera un dossier de demande de déclaration de projet au sens de l'article L.126-1 du Code de l'Environnement, intégrant l'étude d'impact précitée. Elle transmettra ensuite ce dossier à la Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe Bretagne) et aux collectivités concernées, qui auront deux mois pour émettre leur avis. Les projets d'aménagement des lignes de Trambus T1 et T2, l'étude d'impact et les avis collectés seront alors ensuite soumis à enquête publique, vraisemblablement à l'été 2025. Tout au long du processus, ces projets pourront, le cas échéant, être modifiés pour tenir compte des avis des personnes consultées et du résultat de l'enquête publique.

Enfin, après clôture de la phase d'enquête, le Conseil métropolitain sera sollicité pour autoriser le projet, par une délibération de déclaration de projet (probablement fin 2025).

Après en avoir délibéré, le Bureau décide :

A l'unanimité,

- d'approuver l'engagement d'une procédure de déclaration de projet au titre de l'article L.126-1 du Code de l'Environnement, permettant d'autoriser les projets d'aménagement des lignes de Trambus T1 et T2 ;
- d'autoriser Madame la Présidente à prendre toutes les mesures et actes nécessaires à l'exécution de la décision.

Publiée conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-25, et L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales sur le site metropole.rennes.fr.

Le Secrétaire de séance,

Pour La Présidente et par délégation,
La Directrice Générale des Services

Olivier Dehaese

Laurence QUINAUT